

Préambule

Il nous faut commencer par défaire les promesses d'un ouvrage sur la vieillesse. Il ne s'agit pas ici d'un manuel pour bien réussir sa vieillesse. Il ne s'agit pas non plus de dévoiler l'essence de la vieillesse. Disons-le d'emblée, de ce qu'est la vieillesse, nous ne savons rien. Et cette déclaration n'est pas à prendre pour une coquetterie de philosophe qui prétendrait seulement savoir ne rien savoir. Non, cette ignorance n'est pas docte, elle est réelle, elle nous inquiète et nous interroge. Sans être ni gérontologue, ni gériatre, ni sociologue, ni démographe, nous sommes pourtant intéressés par la question de la vieillesse parce qu'elle nous concerne tous. À l'instant d'écrire ceci, de lire cela, à l'instant où notre cœur bat, nous vieillissons tous. La vie n'étant qu'une lente oxydation, chaque fois que nous respirons, nous vieillissons et avançons vers la mort, chaque fois que nous inspirons, nous expirons...

Se demander ce qu'est la vieillesse, reprendre la question que posait Simone de Beauvoir en 1970, à 62 ans, et s'apercevoir que

son texte n'a guère pris de rides, si ce n'est une ride lexicale et conjoncturelle: en effet, Beauvoir, quand elle publie *la Vieillesse*, a encore trois ans devant elle avant de passer dans la catégorie des vieillards, mot qu'elle utilise sans scrupules pour désigner les personnes de plus de 65 ans. Aujourd'hui, nous sommes beaucoup plus précautionneux vis-à-vis du vocabulaire et l'âge des personnes qu'on dit à présent «âgées» a reculé: en un siècle, on a gagné quarante ans d'espérance de vie et, en moins de quarante ans, dix à vingt ans. Du coup, le vocabulaire a changé: on maquille de litotes comme «seniors», ou de mots prétendument neutres comme «personnes âgées», la montée en nombre sinon en puissance d'un «groupe social»: en 2010, en France, 12 millions de personnes auront plus de 60 ans, soit environ 1/5 ou 20 % de la population. Mais les mots sont trompeurs et d'autant plus trompeurs qu'ils touchent à ce qui tend, socialement, à devenir un tabou. Peut-on imaginer aujourd'hui une femme ou un homme politique parler des conditions d'hébergement ou des résidences des vieillards? Non, désormais, on prend des gants.

Prenons le mot «senior», il désigne en réalité des catégories d'âge très différentes: dans la Rome antique, les *seniores* sont les citoyens dits «de réserve» qui ont entre 46 et 60 ans; quand l'usage du mot en français apparaît vers 1890, le terme «senior» désigne un sportif de plus de 18 ans, qui ne joue plus en junior mais qui, dit *Le Robert*, «appartient à la catégorie normale (jusqu'à l'âge où il devient vétéran)». Le senior est, par conséquent, le sportif «normal» entre 18 ans et l'âge auquel l'entraîneur considère qu'il n'est plus assez performant pour jouer dans l'équipe des seniors et le relègue dans l'équipe des vétérans (ce qui peut varier considérablement d'un individu à l'autre). Puis, le terme «senior» a pris deux sens différents dans le registre économique et commercial et a été associé à deux images presque antinomiques: une image terne et grise et une image rutilante et souriante. En effet, en même temps que le terme «senior» a été transféré dans le registre économique pour désigner «les plus de 50 ans»

Préambule

qui sont soit relégués dans des fonctions subalternes dans les entreprises, soit au chômage et sans perspective d'emploi, il a conquis ses lettres d'or dans le registre commercial pour désigner les « plus de 60 ans » qui ont droit à des réductions sur le prix des billets de train, par exemple, grâce à la fameuse carte du même nom. En effet, depuis 1998, la carte *Vermeil* est devenue *Senior*, appellation jugée bien plus commerciale en raison sans doute de son origine sportive. La carte *Vermeil*, entrée en usage en 1970, avait fait son temps : si cette appellation avait pu séduire les personnes possédant des bijoux ou des plats faits d'argent doré, elle n'était plus guère attrayante pour les soixantenaires de la fin des années 1990, qui ne se reconnaissaient plus dans cet alliage d'une autre époque. En outre, la logique commerciale est hantée par la péremption des appellations : il faut vite changer le nom des gammes de produits, vite changer de logo (la SNCF l'a fait aussi dernièrement). Dans la société de consommation régie par le modèle de la vitesse et de l'accélération, la vie brève des produits, des modes, des styles, des stars, des images, des grands thèmes médiatiques, toutes ces « proliférations du provisoire » représentent, selon l'anthropologue Arjun Appadurai, l'inculcation, dans le dressage du consommateur moderne, du plaisir de l'éphémère.

Quant à l'expression de « personne âgée », si elle est politiquement correcte, elle ne veut rien dire littéralement car nous sommes tous des personnes âgées. Toute personne, même un nourrisson de quelques secondes, est âgée. Dans l'usage, le sens de l'expression est tordu au maximum puisque non seulement on lui enlève sa portée universelle mais qu'on la réduit à une signification extrêmement singulière et impersonnelle : quand on dit « une personne âgée », on ne désigne plus une personne mais un âge, le quatrième ou le grand âge (actuellement plus de 80-85 ans). Ce que signifie proprement l'expression de personne âgée, à savoir une personne inscrite dans le temps, est gommé en même temps que la personne, pour ne laisser subsister qu'une qualité chosifiée : l'âge. Cette chosification de l'âge ne laisse pas

d'interroger car une personne, du moment qu'elle est dite âgée, n'a plus d'âge: «octo», «nona», peu importe, on l'a mise dans une case. Elle y rejoint celles et ceux qu'on désigne comme ses «congénères»: octogénaires, nonagénaires, centenaires et, après, sans nom. Cette mise en âge ressemble à une mise en cage: elle permet de ranger les «vieux octo +» dans la catégorie du grand âge et d'en parler comme d'un objet technique. Or c'est bien ce point qui fait problème: tenir un discours opérationnel sur l'objet technique «vieux». En effet, transformer les vieux en une catégorie empêche de soulever la question du savoir vieillir et du savoir mourir aujourd'hui. Pourquoi cette objectivation des vieux en une «population» (autre terme aux effets redoutables) pose-t-elle problème? Parce qu'elle conduit à un paradoxe: en ce début de siècle et de millénaire, les êtres humains n'ont jamais vécu aussi longtemps, du moins en Europe, ni surtout aussi nombreux aussi longtemps, et pourtant la question du savoir vieillir et du savoir mourir n'a jamais été aussi occultée ni éludée. Toutes les études faites sur les personnes âgées, qu'elles soient le fait de sociologues, de médecins, d'économistes ou de démographes, convergent: elles considèrent les «vieux» comme un groupe social déterminé qu'il faut traiter spécifiquement en termes de soins, de coût, de lieu de vie, etc., mais jamais en termes de philosophie. Cependant, un grand nombre d'études conduit à l'énoncé du paradoxe que l'on peut formuler de nouveau en ces termes: on n'a jamais autant parlé de la vieillesse ou du grand âge comme d'un objet technique et on n'a jamais aussi peu réfléchi sur le sens et l'acte de vieillir. Ces études en appellent alors à une réflexion éthique. Mais, du côté des philosophes, l'appel n'est guère entendu si l'on en juge par le peu de publications sur le sujet.

La vieillesse est souvent pensée en termes de perte: perte de vitalité, perte d'énergie, perte de mémoire, perte de capacités physiques ou psychiques et, plus prosaïquement, perte de taille, de poids, de cheveux ou de dents. Et, corollairement, les gains de la vieillesse ne suscitent guère l'envie des parieurs que nous sommes

Préambule

tous. Qui miserait pour un gain de rides, de tracas de santé ou d'ennuis (qu'ils soient petits, grands ou longs)? La vieillesse fait peur parce qu'elle est associée, dans nos imaginaires, au déclin, à la décrépitude, à la mise en quarantaine quand on a précisément doublé la quarantaine.

Mais qu'est-ce que la vieillesse? Quel est son sens? Quelle est sa valeur? Il faut mettre ce mot «valeur» au singulier, parce que se demander quelles sont les valeurs de la vieillesse relève d'un autre questionnement, qui tendrait à nous faire croire que la vieillesse est une classe sociale assignable avec ses valeurs et ses représentations propres, et à retomber dans le piège de la catégorisation ou de l'objectivation technique ci-dessus dénoncé. Notre propos est bien plutôt de rattacher la vieillesse à la valeur de la vie, c'est-à-dire au fait de «se porter bien» dans l'acte de vieillir (le terme de valeur vient du latin *valere* «se porter bien»). L'étymologie du mot valeur incite à penser que toute valeur, et peut-être surtout celle qui concerne la vieillesse, a d'abord une norme et une signification vitales. À partir de là, nous voudrions cheminer en tenant ces deux rôles: vieillir et se porter bien, au sens de la santé physique et de la santé morale.

Mais n'est-ce pas une gageure dans un monde où la vieillesse est pensée comme une maladie et où, de fait, les médecins sont souvent les interlocuteurs privilégiés des personnes âgées? Nous relevons le gant. Car la santé est un ordre vital perturbé par des crises ou des problèmes de santé qui peuvent être divers et atteindre tout âge. Mais la force de la santé est alors d'inventer un nouvel ordre vital qui vient compenser le désordre engendré par la crise.

Depuis 1945, l'État et la société ont mis en œuvre une politique sociale concernant les personnes âgées, et engagé des dépenses importantes et efficaces qui ont amélioré considérablement les conditions de vie et la santé des personnes âgées, mais cela s'est

fait au détriment d'une réflexion sur le sens de ce que signifie vieillir dans la société. Par ailleurs, les programmes de soins et de services à domicile, qui visent à préserver une indépendance de vie des anciens et à éviter la multiplication des entrées dans les hôpitaux et dans les « hospices » ou « asiles de vieillards » (mots qu'on n'emploie plus guère mais qui recouvrent pourtant une certaine réalité mieux connue sous le nom de « mouroirs » qui peuvent être luxueux...), ont induit des effets pervers, puisque la personne âgée s'est vue définie socialement comme récipiendaire de services spécifiques. En d'autres termes, les politiques-vieillesse, les dépenses-vieillesse ou encore le minimum-vieillesse ont contribué à renforcer la construction sociale de la vieillesse comme temps de la dépendance et de la ségrégation sociale. Et il importe de souligner que, dans toutes ces expressions, l'escamotage du « de », l'oubli du génitif remplacé par un trait d'union, signifie presque toujours la technicisation ou encore la réification d'une notion, en l'occurrence du terme « vieillesse » qu'on transforme subrepticement en donnée quantitative et objective.

Nous retrouvons alors notre paradoxe de départ, explicité de manière très pertinente par la sociologue Anne-Marie Guillemard dans un article paru en octobre 1991 dans la revue *Autrement* (n° 124) : « Les pays européens ont adopté des politiques qui n'ont pas permis d'aménager un rôle actif et utile à la population âgée. Au contraire, ces politiques, qu'elles soient d'action sociale ou d'emploi, ont contribué à construire la catégorie âgée comme catégorie dépendante socialement et économiquement. [...] Elles ont créé une situation paradoxale où, simultanément, on est parvenu à allonger la vie, mais en retirant du sens et de l'autonomie à la dernière étape. »

Face au constat que ce paradoxe est mentionné de manière fréquente dans les différentes analyses concernant la vieillesse, nous nous sommes demandé sur quel fondement il pouvait bien reposer. Il est certain que ce paradoxe aura la vie longue tant

Préambule

qu'on posera la personne âgée ou le vieux d'abord comme un objet techniquement, sociologiquement, médicalement, démographiquement analysable et aussi, mais en dernière instance, à la manière d'un post-scriptum, comme un être humain. Notre hypothèse est qu'il faut substituer à cette catégorisation de la vieillesse une conception de la vieillesse qui en fait une étape incontournable dans l'histoire du moi et dans le processus d'individuation et le devenir d'un être humain. Notre hypothèse est qu'il faut s'efforcer de penser ce qu'il y a de véritablement humain, c'est-à-dire aussi de monstrueux ou d'inhumain dans le fait de savoir que cette étape est la dernière.

Mais pour cela, il nous faut réfléchir sur les mots qu'on emploie quand on parle de la vieillesse et, particulièrement, sur le mot «vieux». Ce mot a la propriété singulière, partagée par très peu d'autres mots dans la langue française si ce n'est par son inverse «jeune», de pouvoir revêtir trois fonctions: il peut être utilisé comme adjectif («un homme vieux»), comme adjectif substantivé, c'est-à-dire comme substantif («un vieux»), et comme adverbe («s'habiller vieux, se faire vieux», etc.). Il peut donc désigner une qualité, un être et une manière d'être. Cette triple fonction explique en partie la tendance, inscrite dans la langue, à substantiver et à chosifier une notion qui est pourtant essentiellement relative, c'est-à-dire exprimant une relation ou une comparaison entre deux termes.

Au sens strict, le terme «vieux», comme le terme «jeune» ou le terme «aîné», «cadet», etc., ne devrait prendre sens que pour exprimer une comparaison d'ordre temporel entre deux personnes, deux êtres ou, par extension, deux choses. Dans son *Histoire de la vieillesse*, qui est une étude des variations de sens et des limites d'âge assignées à la vieillesse suivant les époques (où l'on apprend, par exemple, qu'au Moyen Âge personne ne sait son âge, si ce n'est à cinq ou dix ans près), Jean-Pierre Bois commence son ouvrage en disant: «Il faut faire attention au fait, trop méconnu,

que les mots sont trompeurs. Employés absolument, les termes vieillesse et vieillard désignent une réalité relative».

On n'isole pas dans la société les petits, les grands, les maigres, les gros (quoique, dernièrement, avec l'essor de la catégorie d'obèses, la même chosification d'êtres humains se fasse jour), et pourtant on isole les vieux et les jeunes. Pourquoi ce qui n'a aucune légitimité en termes de taille, de poids et donc d'espace, en aurait-il en termes d'âge et donc de temps? Après tout, on pourrait aussi imaginer une société où les différences de taille et de poids serviraient de critère de discrimination de groupes sociaux. N'a-t-on pas connu, dans les années 1990, la situation de cette femme obèse (sujet de la publicité pour Virgin Megastore) à qui une compagnie d'aviation demandait de payer un supplément en raison de son excès de poids (par rapport, bien sûr, aux normes des poids moyens des adultes)? Pourquoi, si les vieux sont pensés en termes de dépenses, de coût et de politique, les petits, les grands, les gros, les maigres ne font-ils pas l'objet d'analyses économiques, sociologiques, démographiques, médicales du même genre? Pourquoi? Parce que le caractère ridicule et dangereux sous-tendant de telles études chosifiant des qualités bouleverserait immédiatement l'opinion publique (espérons-le). La taille, le poids, qui peuvent se traduire facilement en termes de quantité de matière, ne pourraient donc être légitimement quantifiables en termes économiques, alors que l'âge, qui n'est pas une donnée quantitative contrairement au préjugé courant, mais plutôt une donnée qualitative relative à la conscience du temps, lui, le serait.

L'apparition de la catégorie de personne âgée ou de l'objet «vieux» tient donc en premier lieu à une traduction de la durée de la vie en termes de quantité d'années. L'âge est quantifiable, parce qu'on pense le temps en termes d'espace, de longueur, d'accumulation. Du coup, la relativité du mot «vieux» disparaît: le vieux est celui qui accumule irréductiblement les années comme

Préambule

d'autres accumulent irréductiblement les « kilos ». Mais un gros peut devenir maigre, et vice-versa, alors qu'un vieux ne peut devenir jeune. L'objection ne tient pas : un adulte petit ne peut devenir grand et, de toute façon, un gros, un petit, un vieux et pourquoi pas un intelligent, un idiot, sont autant d'adjectifs substantivés dénués de sens quand on y réfléchit vraiment, puisque ce sont des notions essentiellement relatives. Donc si les mots sont trompeurs, la tradition de pensée peut l'être aussi : qui n'a pas appris, dans son enfance, la fable de La Fontaine intitulée *la Mort et le Bûcheron*, qui entérine, dans ses premiers vers, la quantification de l'âge ?

« Un pauvre bûcheron tout couvert de ramée,
Sous le faix du fagot aussi bien que des ans
Gémissant et courbé marchait à pas pesants. »

Cependant, nous ne prendrons pas ici l'habit de l'avocat du diable, nous ne nions pas le fait que cette quantification a permis l'émergence de sciences nouvelles, comme la gérontologie ou encore la démographie et la réflexion sur la pyramide des âges, et qu'elle a produit une meilleure connaissance et appréhension des problèmes sociaux, économiques et médicaux que rencontrent les personnes âgées.

Au contraire, nous reconnaissons volontiers que les politiques sociales, qui ont pu émaner de cette quantification, ont eu pour principal succès de défaire les chaînes qui liaient irréductiblement vieillesse et pauvreté. Nous prenons acte du fait que transformer des êtres humains en catégorie quantifiable représentant telle « population à risque, pathogène ou pathologique » permet de les traiter correctement : à partir du moment où l'on a traité la grossesse comme un état qui exige une médecine (une formation en internat) et un service de soins spécifiques (service d'obstétrique à l'hôpital), on a fait diminuer fortement la mortalité des femmes en couches et la mortalité infantile ; à partir du moment où l'on

a attribué à la grossesse le statut paradoxal d'état pathologique, on a considérablement amélioré le suivi des femmes enceintes (la grossesse, à présent, dans les pays développés, est rythmée par des visites régulières chez le médecin, par trois échographies et surtout elle se termine par une hospitalisation: l'accouchement, à partir de la seconde moitié du ^{xx}^e siècle, ne se fait plus à la maison mais à l'hôpital dans de meilleures conditions d'hygiène). De la même manière, en traitant la vieillesse comme une maladie qui exige une médecine (une formation en internat) et un service de soins spécifiques (service de gériatrie ou de gérontologie à l'hôpital), en lui conférant le statut paradoxal d'état pathologique, on a considérablement amélioré les conditions de vie des vieux.

Mais maintenant que le corps social se donne les moyens d'assurer des conditions matérielles de vie à peu près correctes à ceux qui sont à la retraite (affaire toujours à suivre et à analyser dans le détail car le minimum-vieillesse renvoie à des situations de précarité et de fragilité qui vont peut-être se multiplier en raison du chômage des seniors et du poids économique des retraites), n'est-il pas temps de réfléchir aux conditions morales de leur existence? N'est-il pas temps de permettre à ceux qui vieillissent (nous tous) de construire le sens de leur vie? Il en va de la liberté de chacun et donc de tous. Ces questions de la liberté, du sens de la vie ne peuvent se taire et disparaître à l'instant *t* où la société a posé la limite, qui reste statistique, de la vieillesse socialement dépendante, de ce qu'au ^{xviii}^e siècle on appelait la décrépitude et maintenant le quatrième ou le grand âge.

Face à la question du savoir vieillir et du savoir mourir dans la société, on peut apprendre de l'histoire, on peut comprendre la grande disparité de sens, suivant les époques et les civilisations, du mot «vieux». On peut surtout apprendre de soi-même. Le vieillissement commence à la naissance. Chacun d'entre nous, par son histoire individuelle, construit un style propre d'être au monde. À la question du savoir vieillir et du savoir mourir dans la

Préambule

société, on peut déjà répondre que tout est une question de savoir vivre. Savoir vivre ou vivre en conscience, c'est d'abord ne pas vivre par procuration, qu'elle soit conjugale, familiale, médicale ou sociale. Personne ne peut mourir pour moi, personne ne peut vieillir pour moi, personne ne peut vivre pour moi. Plutôt que de conjurer la vieillesse et la mort, plutôt que de se vouloir à tout prix jeune ou immortel (à coup de lifting, en brisant les miroirs, en déchirant de vieilles photos), on devrait peut-être se rappeler plus souvent que vivre c'est vieillir et que vivre c'est mourir. Se rappeler aussi, comme le souligne Pascal dans ses *Pensées*, que l'«on mourra seul».

Mais avant la question du savoir vieillir, une autre question s'impose : réfléchir à la vieillesse est-ce principalement s'engager dans une démarche philosophique pour apprendre à bien vieillir, ou bien est-ce prendre conscience des déterminations sociales, économiques et politiques qui conditionnent la qualité de la fin de la vie ? En d'autres termes, la vieillesse, est-ce avant tout une question individuelle ou est-ce une question collective ?

Pour mieux expliciter cette alternative, nous allons donner la parole à deux grands auteurs – Cicéron et Simone de Beauvoir – qui représentent chacun une des deux perspectives.

Références bibliographiques

- Appadurai (Arjun), *Après le colonialisme – Les conséquences culturelles de la globalisation*, trad. F. Bouillot, Payot, 2001 ; 2005.
- Beauvoir (Simone de), *la Vieillesse*, Gallimard, 1970.
- Bois (Jean-Pierre), *Histoire de la vieillesse*, p. 3, PUF, 1994.
- Pascal, *Pensées*, fr. 151, Seuil, 1962.